

L'indépendantisme catalan en mode multilingue

Marc Pomerleau

Volume 39, Number 3, 2020

Faire vivre et revivre un parti indépendantiste

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1072087ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1072087ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Pomerleau, M. (2020). L'indépendantisme catalan en mode multilingue. *Politique et Sociétés*, 39(3), 117–147. <https://doi.org/10.7202/1072087ar>

Article abstract

Political Catalanism is historically rooted in the Catalan language. For centuries, Catalan was the majority language in Catalonia, but became the language of a minority during the 20th century, especially due to linguistic repression and successive waves of immigration from Spain, and later from abroad. In this context, it would be unthinkable to succeed with an independence project mainly based on the national language. The Catalan independence movement has adapted to this new multilingual reality by reorienting its approach to language : Catalan still is a pillar of the national project, but this project is also presented in Spanish and many other languages. Catalan civil society, at the heart of the project, mobilized in various ways, and the undertaking of huge translation projects is certainly one of the lesser-known aspects of this mobilization. Translations are being done into the main languages of immigration in order to convince Neo-Catalans of the rightfulness of national independence, a strategy that seems to bear fruit. The contrast between Catalonia's Independence movement's relationship with multilingualism and Quebec's Independence movement's quasi-unilingualism is striking.

L'indépendantisme catalan en mode multilingue

Marc Pomerleau

Département de linguistique et de traduction, Université de Montréal
marc.pomerleau@umontreal.ca

RÉSUMÉ Le catalanisme politique est historiquement ancré dans la langue catalane. Majoritaire pendant des siècles en Catalogne, cette langue est devenue minoritaire au cours du XX^e siècle, principalement en raison de la répression linguistique et des vagues successives d'immigration espagnole, puis internationale. Dans ce contexte, il serait impensable de mener à terme un projet d'indépendance essentiellement ancré dans la langue nationale. Le mouvement indépendantiste catalan s'est adapté à la nouvelle réalité multilingue en réorientant son approche linguistique : la langue catalane demeure l'un des piliers du projet national, mais ce dernier s'articule aussi en espagnol et dans bien d'autres langues. La société civile catalane, au cœur de la montée de l'indépendantisme, s'est mobilisée et la mise en œuvre de grands projets de traduction constitue certes l'une des facettes les moins connues de cette mobilisation. Le projet national est traduit dans les langues de l'immigration afin de convaincre les Néo-Catalans du bien-fondé de l'indépendance nationale, ce qui semble donner des résultats positifs. Le contraste entre le multilinguisme de l'indépendantisme catalan et le quasi-unilinguisme de l'indépendantisme québécois est frappant.

MOTS CLÉS Catalogne, immigration, indépendance, multilinguisme, Québec, traduction.

ABSTRACT Political Catalanism is historically rooted in the Catalan language. For centuries, Catalan was the majority language in Catalonia, but became the language of a minority during the 20th century, especially due to linguistic repression and successive waves of immigration from Spain, and later from abroad. In this context, it would be unthinkable to succeed with an independence project mainly based on the national language. The Catalan independence movement has adapted to this new multilingual reality by reorienting its approach to language: Catalan still is a pillar of the national project, but this project is also presented in Spanish and many other languages. Catalan civil society, at the heart of the project, mobilized in various ways, and the undertaking of huge translation projects is certainly one of the lesser-known aspects of this mobilization. Translations are being done into the main languages of immigration in order to convince Neo-Catalans of the rightfulness of national independence, a strategy that seems to bear fruit. The contrast between Catalonia's Independence movement's relationship

with multilingualism and Quebec's Independence movement's quasi-unilingualism is striking.

KEYWORDS Catalonia, immigration, independence, multilingualism, Quebec, translation.

Le présent article a pour objectif d'apporter un angle traductologique à la question de l'indépendance nationale, un sujet habituellement traité d'un point de vue politique, historique, sociologique, juridique ou linguistique¹.

Bien que des intellectuels aient réfléchi aux enjeux de la traduction au cours des derniers siècles (par exemple Schleiermacher dès 1813), la traductologie – science de la traduction – ne s'est développée en tant que science qu'à partir des années 1970 lorsqu'elle a pris son envol en se distanciant de la linguistique, notamment avec les travaux de James Holmes (1972) et de Brian Harris (1973). Même si les débats portant sur ce qui doit être inclus ou non dans cette science ne sont pas clos, on peut affirmer que la traductologie est la discipline qui étudie l'ensemble des phénomènes liés à la traduction sous ses diverses formes (Munday, 2016). Depuis le virage culturel des décennies 1980 et 1990, elle s'intéresse tout particulièrement aux questions politiques et à la façon dont le pouvoir et l'idéologie se manifestent par la traduction. Toutefois, la traductologie est souvent – voire presque toujours – absente des études en sciences politiques et sociales, même lorsque ces études s'intéressent aux politiques linguistiques, au discours ou à la langue en général. En effet, comme le précise la traductologue Chantal Gagnon (2017 : 60), « [l]a traduction est parfois évoquée, mais généralement "en passant" ou en note de bas de page, à quelques exceptions près ».

Toujours selon Gagnon, et nous ne pouvons qu'être en accord avec cette affirmation, certaines des thématiques les plus en vogue en traductologie ont toutes à voir avec la politique, notamment « les questions de pouvoir, d'image nationale, de construction identitaire ou de discours institutionnel » (*ibid.* : 60). Alors que les traducteurs et traductrices sont bien souvent invisibles, et que, comme l'indique cette même chercheuse, le camouflage fait partie intégrante du processus de traduction, il efface les traces de luttes de pouvoir et de médiation culturelle : « Que les chercheurs ne s'attardent pas à ces phénomènes renforce le caractère caché de la traduction... et masque les répercussions significatives qui découlent de cette activité » (*ibid.* : 61). Une des répercussions de la traduction peut être l'atteinte d'objectifs politiques, notamment celui de l'accession à l'indépendance nationale. Maria Tymoczko

1. À titre d'exemple, dans *Google Scholar*, une recherche en français combinant « indépendance nationale » avec les mots « politique », « histoire », « sociologie », « droit » ou « langue » nous renvoie à des milliers d'articles. Avec « traductologie », nous n'obtenons que 20 résultats (recherche effectuée le 30 septembre 2019).

(1999) a par exemple démontré que la traduction de récits épiques irlandais a favorisé l'accession à l'indépendance de l'Irlande en éveillant la conscience nationale irlandaise à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Par ailleurs, les travaux du groupe de recherche en Histoire de la traduction en Amérique latine (HISTAL)² de l'Université de Montréal (Bastin et Echeverri, 2004; Bastin *et al.*, 2010) ont démontré que la traduction de textes révolutionnaires français et américains a servi de levier à l'indépendance des nations d'Amérique latine.

Comme en témoignent ces études de cas, la traduction est donc loin d'être un simple processus de transfert linguistique et le résultat de cette activité est plus qu'un simple dérivé de l'original, qu'un texte dans une langue cible: la traduction peut constituer un outil au service de diverses causes, notamment celle de l'indépendance politique. Nous nous pencherons ici sur le cas de la Catalogne, puis nous mettrons en lumière une différence de taille entre les approches catalane et québécoise en matière de promotion de l'indépendance nationale.

Après avoir fait état de la montée de l'indépendantisme catalan, nous ferons un rappel des principaux événements ayant mené à la situation politique actuelle en Catalogne. Nous présenterons ensuite l'évolution de la situation démolinguistique de ce territoire depuis un siècle, puis brosserons un portrait de la population actuelle en nous concentrant sur les caractéristiques linguistiques. Le portrait multilingue dépeint nous mènera à discuter des résultats d'une recherche sur la traduction indépendantiste en Catalogne, puis à comparer la façon de faire catalane à la façon de faire québécoise en matière de traduction politique (et de politique de traduction), et plus généralement en ce qui concerne la question du multilinguisme. Les différences observées offriront des pistes de réflexion sur le lien intime entre projet national et langue nationale et, de façon plus générale, sur la façon d'entrevoir la traduction comme outil de diffusion et de promotion d'idées politiques.

Contexte

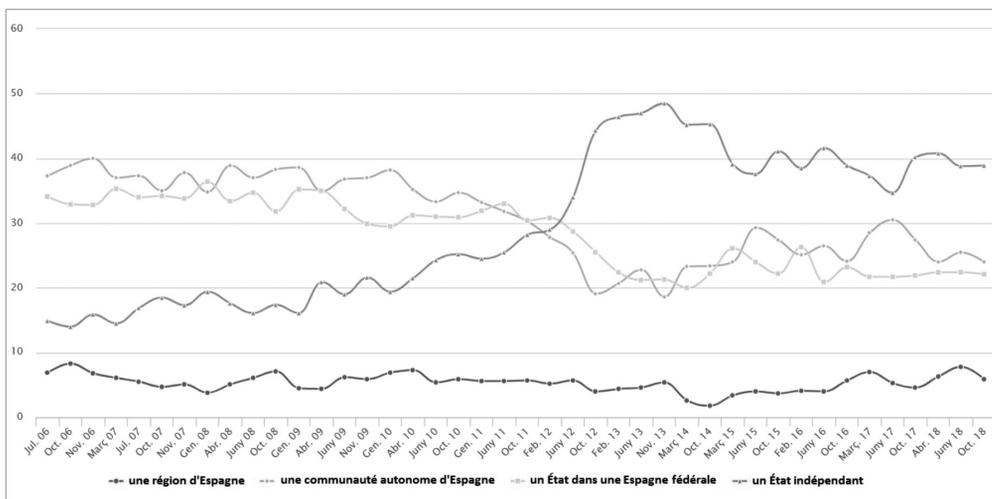
L'indépendantisme catalan a connu une croissance vertigineuse depuis le milieu des années 2000; selon les diverses enquêtes menées par le Centre d'études d'opinion de la Generalitat de Catalogne, le pourcentage de Catalans qui sont d'avis que la Catalogne devrait être un État indépendant est passé de moins de 15 % en 2006 à 48,5 % à la fin de 2013. Entre 2015 et 2018, ce pourcentage est redescendu à environ 40 % (CEO, 2018a: 40) tout en demeurant l'option privilégiée par la population, tel qu'illustré dans la figure 1. Cette montée de l'indépendantisme est attribuable à divers facteurs de

2. Site Internet (www.histal.net), consulté le 15 septembre 2019.

natures historique, politique, juridique, économique et linguistique exacerbés depuis 2010 avec la crise sur le statut d'autonomie de la Catalogne. C'est en effet à partir du rejet partiel d'une nouvelle version de ce statut par le Tribunal constitutionnel espagnol (Gobierno de España, 2010), en particulier des articles qui reconnaissent la Catalogne comme Nation et lui octroyaient davantage de pouvoir aux points de vue fiscal et linguistique, que l'indépendantisme a pris son envol.

FIGURE 1

Évolution de l'opinion publique, de juillet 2006 à octobre 2018, à l'égard du statut à privilégier pour la Catalogne. Réponse (en pourcentage de la population) à la question « Vous croyez que la Catalogne devrait être... »



Source: Centre d'Estudis d'Opinió, Generalitat de Catalunya (CEO, 2018b).

Dans la foulée de cette décision prise le 28 juin 2010 par le Tribunal constitutionnel, la société civile catalane s'est mobilisée et a organisé de grandes manifestations, la première réunissant plus de un million de personnes dans les rues de Barcelone le 10 juillet 2010 (Belmonte, 2010). Depuis, plusieurs autres manifestations monstres ont eu lieu, surtout le jour emblématique du 11 septembre de chaque année: cette journée commémore la chute de Barcelone le 11 septembre 1714 et la fin de la guerre de Succession d'Espagne. Comme l'indique Henry De Laguérie (2014: 138), « [d]ans le récit national catalan, c'est la fin des libertés de la Catalogne. Cette capitulation est le point de départ d'une conscience nationale blessée ». Le choix de cette date pour manifester est donc fortement symbolique.

Par ailleurs, nous l'avons mentionné, d'autres facteurs sont entrés en jeu dans la montée de l'indépendantisme en Catalogne. D'abord, la crise écono-

mique de 2008-2014 a été particulièrement difficile en Espagne : bulle immobilière, crise bancaire, taux de chômage exponentiel, plan d'austérité, inflation, etc. Dans ce contexte, le déficit fiscal de la Catalogne – environ 8 % du produit intérieur brut (PIB) annuel, soit plus de 16,5 milliards d'euros en 2014 (Gencat, 2018a) – est devenu un poids pour la population catalane et un argument de taille pour les organisations indépendantistes (Gibernau, 2013 : 381). Ensuite, du point de vue linguistique, il existe une asymétrie dans le statut des langues en Espagne, ce qui attise la flamme indépendantiste : l'espagnol est l'unique langue officielle des institutions et de l'État espagnols, alors que le catalan n'est que co-officiel dans les communautés autonomes où on leur a accordé ce statut, soit la Catalogne, les îles Baléares et la Communauté valencienne, dans lesquelles le catalan prend la dénomination officielle de *valencien* (Ramallo, 2013 : 48 ; Leclerc, 2019). En somme, les catalanophones ne peuvent utiliser leur langue que très rarement lorsqu'ils font affaire avec les autorités espagnoles. Il en est de même au sein des institutions européennes puisque le catalan n'est pas une langue officielle de l'Union européenne, et ce, malgré le fait que plusieurs langues avec moins de locuteurs le soient : l'irlandais, le danois, le lithuanien et le maltais sont des langues officielles de l'UE parce qu'elles sont officielles dans l'un ou l'autre des États membres (CE, 2019), ce qui n'est pas le cas du catalan. Selon Fernando Ramallo (2016 : 1-2), cette asymétrie des droits linguistiques en Espagne engendre un « sentiment de distance » face à l'État central, un argument supplémentaire pour les indépendantistes catalans.

En résumé, le contexte juridico-politique de 2010, mis en relation avec la crise économique et les antécédents historiques, culturels et linguistiques, explique en grande partie la montée récente de l'indépendantisme en Catalogne (Guinjoan *et al.*, 2013 : 142). Sur le terrain, la résurgence du mouvement indépendantiste catalan est avant tout attribuable à la société civile – et non aux politiques – qui s'est mobilisée et s'est donné comme objectif de promouvoir activement l'indépendance de la Catalogne. Marc Guinjoan, Toni Rodon et Marc Sanjaume remarquent : « [e]n premier lieu, et plus que tout autre facteur, ce mouvement a été *mis de l'avant par la société civile*. Les événements [...] nous confirment que l'émergence du droit de décider est un mouvement *du bas vers le haut*³ » (2013 : 213 [en italique dans l'original]). Ce mouvement, donc, s'est déplacé *vers le haut* et le président catalan d'alors, Artur Mas, a emboîté le pas en 2012 en se positionnant en faveur de l'indépendance, puis a déclenché des élections régionales anticipées afin de tâter le pouls de la population sur la question de l'autodétermination (Morel, 2012 : 6). Malgré des pertes au chapitre du vote populaire le 25 novembre 2012, Mas et son parti Convergence et Union (CiU) ont été

3. Toutes les citations provenant de sources en catalan, en espagnol et en galicien sont nos traductions.

reportés au pouvoir. Dans ce contexte favorable, le 12 décembre 2013, Mas, appuyé par une coalition politique majoritaire (formée par CiU, CUP, ERC et ICV-EUiA⁴), a officiellement annoncé la tenue d'un référendum sur l'indépendance le 9 novembre 2014 (García, 2013).

En raison des interdictions émanant des institutions espagnoles, le gouvernement catalan a dû reculer et ce référendum a été transformé en « consultation » puis en « processus participatif ». À l'occasion de ce qui a été qualifié de sondage ou d'enquête à grande échelle (Arenas, 2014), 81 % des voix sont allées au « Oui/Oui⁵ », avec un taux de participation de 37 % (Gencat, 2014a). Puisque ce « processus » n'était pas juridiquement reconnu, le gouvernement catalan a organisé des élections plébiscitaires sur l'indépendance en 2015. Les partis indépendantistes ont remporté la majorité des sièges (72/135) lors de ces élections, mais n'ont pas réussi à obtenir la majorité des voix, terminant avec 48 % du vote populaire. À la suite de ces élections, Artur Mas, sans le soutien de la CUP, n'a pas été reconduit au pouvoir et a été remplacé en janvier 2016 par Carles Puigdemont, qui faisait davantage consensus au sein des forces indépendantistes⁶. Après une légère perte de vitesse du mouvement indépendantiste dans les mois qui ont suivi le référendum avorté de 2014, la ferveur reprend en 2017 lorsque les partis s'entendent pour tenir un véritable référendum sur l'indépendance, avec ou sans l'accord de Madrid, le 1^{er} octobre 2017. À ce référendum marqué par la violence, 90 % des voix vont au « Oui⁷ », avec un taux de participation de 43 % (CCMA, 2017). Le 27 octobre, les indépendantistes approuvent une résolution proclamant l'indépendance de la Catalogne, ce qui entraîne la mise sous tutelle de cette communauté autonome en vertu de l'article 155 de la Constitution espagnole. Madrid destitue le gouvernement catalan, puis déclenche de nouvelles élections en Catalogne. Entre-temps, des mandats d'arrêt sont lancés contre des dirigeants d'organisations indépendantistes et des membres du gouvernement catalan. Ils sont accusés, selon le cas, de rébellion, de sédition (empêcher l'application de la loi) et de malversation (utilisation de fonds publics pour organiser le référendum). Le président déchu Carles Puigdemont choisit le chemin de l'exil, tout comme six autres membres du gouvernement, alors que neuf personnes sont emprisonnées de

4. CiU: *Convergència i Unió* / Convergence et Union; CUP: *Candidatura d'Unitat Popular* / Candidature d'unité populaire; ERC: *Esquerra Republicana de Catalunya* / Gauche républicaine de Catalogne; ICV-EUiA: *Iniciativa per Catalunya Verds–Esquerra Unida i Alternativa* / Initiative pour la Catalogne Verts–Gauche unie et alternative.

5. Les électeurs étaient appelés à répondre aux deux questions suivantes: Voulez-vous que la Catalogne devienne un État? Si oui, voulez-vous que cet État soit indépendant?

6. Voir Barrio et Rodríguez-Teruel (2017) et Barrio et Field (2018) pour une analyse des différends et de la compétition ou « course aux enchères » (*outbidding competition*) entre les partis indépendantistes catalans.

7. Les électeurs étaient appelés à répondre à la question suivante: Voulez-vous que la Catalogne devienne un État indépendant sous la forme de république?

façon préventive. Le 21 décembre 2017, dans le cadre des élections commandées par Madrid, les indépendantistes (JxCAT, ERC-CatSí, CUP⁸) sont reportés au pouvoir avec 47,5 % des voix (Gencat, 2017a). Enfin, le 14 mai 2018, Quim Torra (JxCAT), lequel a longtemps été activiste au sein d'organisations civiles comme Souveraineté et Justice, Òmnium Cultural et l'Assemblée nationale catalane, est choisi président de la Catalogne par les députés.

Situation démolinguistique de la Catalogne

En Catalogne, bien que le mouvement nationaliste, puis indépendantiste, trouve ses racines dans la langue catalane (Boyer, 2004), la transformation de la société engendrée par les mouvements de population des dernières décennies a exigé une redéfinition du lien entre langue nationale et indépendance. Il importe ici de rappeler qu'il y a un siècle, la langue maternelle de la grande majorité des Catalans était le catalan et que la plupart d'entre eux étaient unilingues (Vila, 2013 : 34). Cette situation a radicalement changé au cours du XX^e siècle. D'une part, les catalanophones sont devenus bilingues, que ce soit par choix ou par obligation : durant les dictatures de Primo de Rivera (1923-1930) et de Francisco Franco (1939-1975), l'espagnol était la seule langue de la scolarisation. Tous les élèves catalans qui ne parlaient pas espagnol ont donc dû apprendre l'unique langue officielle de l'administration publique à l'école. Au cours de cette même période, des centaines de milliers d'Espagnols originaires d'autres régions, en particulier de régions hispanophones (Andalousie, Estrémadure, Murcie, etc.), sont venus s'installer en Catalogne, attirés par les emplois. En fait, « l'immigration provenant d'autres régions d'Espagne a constitué l'élément décisif et principal de l'évolution démographique de la Catalogne tout au long du XX^e siècle » (Pujadas 2007 : 36). L'impossibilité d'apprendre le catalan à l'école pendant de longues périodes et la répression envers cette langue ont grandement nui à l'intégration linguistique de ces Néo-Catalans. Ainsi, par la force des choses, l'espagnol s'est imposé, peu à peu, comme première langue de Catalogne. Avec la transition démocratique postfranquiste et la normalisation linguistique des années 1980 et 1990, le catalan a été réintégré dans l'ensemble des domaines et est devenu la langue de la scolarisation pour tous (Mayans, 2015). Cette normalisation est arrivée juste à temps pour favoriser l'intégration linguistique du million d'immigrants internationaux arrivés dans les années 1990 et 2000⁹. Avec ce nouveau flux migratoire sont arrivées un grand nombre de

8. JxCAT : Junts per Catalunya / Ensemble pour la Catalogne ; ERC-CatSí : Esquerra Republicana de Catalunya-Catalunya Sí / Gauche républicaine de Catalogne-Catalogne Oui ; CUP : Candidatura d'Unitat Popular / Candidature d'unité populaire.

9. En 2013, 19,1 % de la population catalane était née à l'étranger (soit plus de 1,2 million de personnes), alors que 21,9 % (1,4 million de personnes) était née ailleurs en Espagne et 58,8 % en Catalogne (3,7 millions) (Idescat, 2015 : 27).

langues – plus de 300 à ce jour (GELA, 2016 ; Gencat, 2018b) –, complétant un bouleversement démolinguistique qui a fait passer la Catalogne de pays unilingue à bilingue, puis multilingue, en un siècle.

La normalisation linguistique n'a toutefois pas fait en sorte que le catalan redevienne la langue de la majorité en Catalogne. En effet, selon la plus récente enquête menée par l'Institut de la statistique de Catalogne (2013), 55 % des Catalans affirment que leur langue initiale¹⁰ est l'espagnol contre seulement 31 % pour le catalan. Le bilinguisme est la norme alors que 99,7 % de la population affirme parler l'espagnol et 80,4 % le catalan, et que 94,3 % affirme comprendre cette langue proche de l'espagnol (Idescat, 2015 : 28). En résumé, un maigre 5-6 % de la population n'est pas en mesure de comprendre les deux langues, et l'unilinguisme catalan est pratiquement inexistant. Par ailleurs, 31 % de la population affirme parler au moins trois langues (INE, 2012), ce qui n'est pas étranger à l'augmentation de l'immigration au cours des deux dernières décennies et, par le fait même, du nombre de langues étrangères parlées en Catalogne : aujourd'hui, plus de 10 % de la population affirme n'avoir ni l'espagnol ni le catalan comme langue initiale (Idescat, 2015 : 30). Les données précises sur le nombre de locuteurs de ces langues ne sont toutefois que fragmentaires puisqu'aucune étude complète n'a été réalisée sur le sujet. Le questionnaire de l'enquête linguistique de 2013 permettait aux répondants de sélectionner leur langue initiale parmi 23 langues, soit les trois langues officielles de la Catalogne¹¹ et 20 langues étrangères. Les résultats publiés ne donnent des chiffres précis que pour les neuf premières de ces 20 langues, les autres étant regroupées sous « autres langues » (*ibid.* : 43). Cependant, des données publiées sur la maîtrise d'autres langues (*ibid.* : 165) nous permettent d'ajouter cinq langues à la liste des langues étrangères les plus présentes en Catalogne, la portant à 14. Dans l'ordre décroissant du nombre de locuteurs, les neuf principales langues non officielles les plus parlées comme langue initiale en Catalogne sont l'arabe, le roumain, le tamazight (berbère), le français, le galicien, le russe, l'italien, l'anglais et le portugais. Ensuite, les autres langues les plus maîtrisées par la population (comme langue initiale ou non) sont l'allemand, l'ourdou, le chinois, l'ukrainien et le polonais (voir annexe 1). Enfin, nous retrouvons en nombre relativement important, bien que mal documenté, des locuteurs de l'hindi, du punjabi, du tagalog, du bulgare, du wolof, du basque, du néerlandais, du bengali, du romani, du guarani et du quechua, entre autres (voir *Barrieras i Angàs*, 2013).

10. Dans la terminologie catalane, on préfère parler de « langue initiale » plutôt que de langue maternelle.

11. En plus du catalan et de l'espagnol ou castillan, l'occitan aranais, langue propre du val d'Aran dans les Pyrénées, est officiel en Catalogne. Cette langue est parlée par environ 5000 personnes. La langue des signes catalane fait également l'objet d'une reconnaissance officielle en Catalogne (Gencat, 2017b).

L'explosion du multilinguisme en Catalogne, couplée au statut fragile du catalan et à la conscience linguistique qui en découle, permet d'expliquer – du moins en partie – l'intérêt manifeste de la Catalogne pour les langues et sa longue histoire de promotion du multilinguisme (Gencat, 2014b). À titre d'exemple, notons la fondation, en 1974, du Centre international Escarré pour les minorités ethniques et les nations (CIEMEN), qui œuvre entre autres à promouvoir les langues minorisées et l'Europe des langues (CIEMEN, 2019), et celle, en 2001, de Linguapax, une organisation non gouvernementale dont le siège est à Barcelone et qui est « vouée à la reconnaissance et la protection de la diversité linguistique dans le monde » (Linguapax, 2019). Enfin, notons la création en 2005 du consortium Linguamón, voué à la gestion et à la promotion du multilinguisme (Mir i Fullana, 2008). En plus d'une chaire de recherche à l'Université ouverte de Catalogne (UOC), Linguamón devait ouvrir la Maison des langues en 2014, un musée visant à faire connaître la diversité linguistique au grand public; ce projet a dû être abandonné pour des raisons financières (Gencat, 2012a: 21-22).

Dans le contexte linguistique catalan (une langue nationale minoritaire couplée à un rapport assumé avec le multilinguisme), il serait impensable de mener un projet national en langue catalane seulement, et ce, même si la langue nationale demeure l'un des principaux vecteurs de l'indépendantisme catalan: ce projet doit également être mis de l'avant en espagnol, langue de la majorité, pour avoir la possibilité d'obtenir l'appui de plus de 50 % de la population. Toutefois, et comme nous le montrerons, les indépendantistes catalans ne diffusent pas leur projet qu'en catalan et en espagnol; ils le font dans des dizaines de langues. Et pour produire des documents dans des dizaines de langues, il faut forcément traduire. Bref, « multilinguisme » rime avec « traduction ».

Traductologie et indépendance

Dans la lignée des travaux menés par Tymozcko et HISTAL mentionnés précédemment, nous nous sommes intéressé au rôle joué par la traduction dans le processus d'indépendance politique de la Catalogne au cours de la période allant de la décision du Tribunal constitutionnel espagnol sur le statut d'autonomie de la Catalogne en 2010 à la tenue de la consultation populaire sur l'indépendance en 2014 (Pomerleau, 2014; 2016; 2017). Nos travaux sur la traduction indépendantiste en Catalogne, basés sur un corpus de 21 documents catalans traduits en deux langues cibles ou plus pour être diffusés hors Catalogne, ont démontré que les traductions publiées par la société civile indépendantiste catalane durant cette période avaient pour objectifs: 1) de sensibiliser la communauté internationale, surtout l'Europe, à la situation politique en Catalogne; 2) de fournir une source d'informations autre que celles véhiculées par les institutions espagnoles, les médias

espagnols et les correspondants étrangers en Espagne; 3) de souligner le caractère européen de la Catalogne; 4) d'internationaliser le processus d'indépendance en faisant appel à de grandes figures de l'émancipation (Gandhi, Mandela, etc.); 5) de mettre en relief les précédents référendaires comme ceux du Québec et de l'Écosse; 6) de démontrer le caractère citoyen du processus indépendantiste catalan (Pomerleau, 2017 : 227-231).

Au-delà du contenu, nous nous sommes intéressé au choix des langues et publics cibles dans ce corpus. Nous avons relevé toutes les langues vers lesquelles les documents du corpus ont été traduits et nous avons analysé les résultats à l'appui des travaux sur les langues de pouvoir (dont les systèmes et classements des auteurs suivants: Graddol, 1997; de Swaan, 2001; 2010; Calvet et Calvet, 2012; Ronen *et al.*, 2014; Chan, 2016). L'analyse des 19 langues cibles relevées a démontré que la société civile catalane traduit le projet indépendantiste d'abord pour les Européens, dans les langues dont les locuteurs ont un pouvoir d'influence à l'échelle de l'Union européenne (UE), en particulier l'anglais, l'allemand et le français, mais aussi le néerlandais et l'italien (Pomerleau, 2017 : 257). Par ailleurs, nos travaux ont fait état du peu d'intérêt manifesté de la part de la société civile catalane pour la traduction dans les principales langues de pouvoir à l'échelle internationale qui ne sont pas officielles dans l'UE, dont l'arabe, le chinois, le japonais et le russe (Pomerleau, 2017 : 257). Ce constat révèle que les indépendantistes catalans, quand ils s'adressent à un public hors Catalogne, s'adressent d'abord et avant tout à l'Union européenne.

Corpus

Bien que les langues de pouvoir non européennes soient absentes ou faiblement représentées dans le corpus précédemment étudié (Pomerleau, 2017), nous avons remarqué, dès lors, que certaines de ces langues non européennes étaient présentes dans d'autres types de documents, lesquels avaient été exclus de notre étude. En effet, tandis que notre première étude (2017) se limitait aux documents traduits pour être diffusés hors Catalogne, d'autres documents avaient été produits et traduits en diverses langues pour être distribués en Catalogne même. Pour en tenir compte, nous avons donc ici élargi notre corpus en incluant tous les documents traduits dans au moins deux langues, peu importe le public cible, qu'il soit étranger ou catalan. Qui plus est, alors que notre étude de 2017 se limitait aux documents publiés de 2010 à 2014, nous avons élargi la période afin d'inclure les documents publiés de 2009 à 2017. Cela nous permet de mettre à jour une étude réalisée dans un contexte toujours en attente de dénouement, soit celui de la crise politique catalane actuelle, et d'en étendre la portée. En ce sens, notre démarche est à rapprocher des travaux sur l'histoire du temps présent (Roussellier, 1993), dont la particularité réside dans l'intérêt pour « un présent qui est le

sien propre, dans un contexte où le passé n'est ni achevé, ni révolu, où le sujet de son récit est un "encore là" » (Rouso, 2012 : 13).

Ainsi, le nouveau corpus constitué et étudié comprend des documents traduits en deux langues ou plus entre 2009 et 2017 et destinés tant à un public hors Catalogne qu'à un public interne. Cela signifie que ce corpus inclut, par exemple, des traductions destinées aux Catalans en général, de même que des traductions destinées aux immigrants installés en Catalogne. L'objectif ici est de vérifier si les langues cibles choisies par la société civile, en plus d'indiquer un désir de la part des indépendantistes de communiquer avec l'Union européenne et la communauté internationale (ce que démontrait l'étude du premier corpus), font état d'un souci de communiquer avec d'autres publics cibles, notamment les Néo-Catalans ou, pour emprunter la terminologie québécoise, les allophones. La présence de documents dans les principales langues de l'immigration en Catalogne le démontrerait et suggérerait que l'indépendantisme catalan rime, dans une certaine mesure, avec multilinguisme interne.

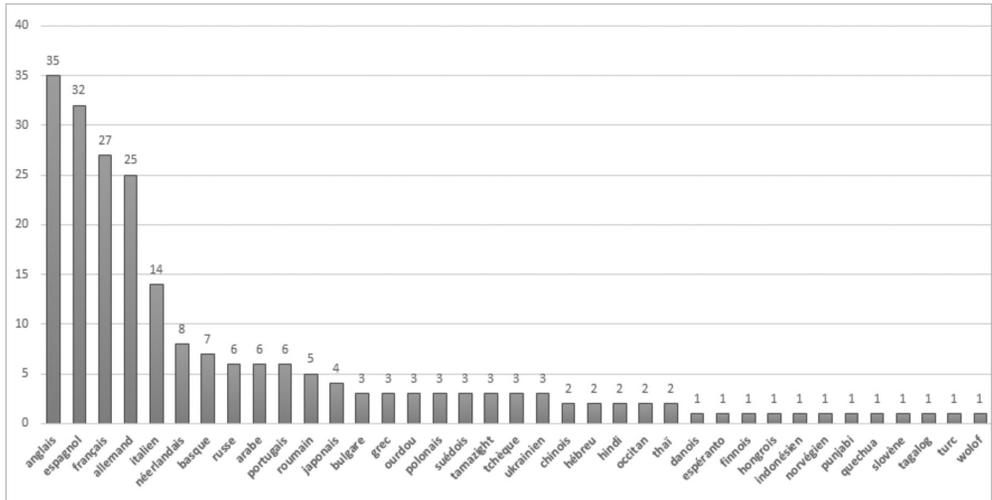
Pour constituer ce nouveau corpus, nous avons consulté le catalogue de la Bibliothèque de Catalogne¹², dans lequel nous avons effectué une recherche à l'aide des mots clés *independència* et *Catalunya*, en incluant tous les types de matériel et toutes les langues. Nous avons effectué la recherche pour chacune des années de 2009 à 2017. Nous avons par ailleurs procédé par inter-référencement, car les documents indépendantistes catalans font référence les uns aux autres, que ce soit dans les documents mêmes ou par l'intermédiaire des médias sociaux. D'ailleurs, le rôle d'Internet en général et des médias sociaux en particulier n'est pas à négliger dans la montée de l'indépendantisme en Catalogne. Pour Saül Gordillo (2014 : 16), il s'agit ni plus ni moins d'une conquête de la toile menée par le cyber-activisme et le cyber-indépendantisme en Catalogne. Bref, il était indispensable de faire appel à l'inter-référencement pour compléter le corpus en raison de la nature même de certains documents (sites Web, tracts, dépliants, etc.) qui ne sont généralement pas inclus dans les répertoires officiels comme celui de la Bibliothèque de Catalogne.

Notre recherche a permis de relever 35 documents de divers types et formats, et offerts sur supports papier et électronique : 15 sites Web, 15 tracts, dépliants, feuillets ou affiches, 1 supplément de journal et 4 livres (voir annexe 2 pour une liste exhaustive). Parmi ces 35 documents, nous avons relevé 38 langues, soit le double du nombre de langues recensé lors de notre étude antérieure (Pomerleau, 2017). Tout comme dans le cas de cette dernière, les langues représentées dans le plus grand nombre de documents sont l'anglais, l'espagnol, le français, l'allemand, l'italien et le néerlandais. Toutefois, d'autres langues se démarquent ou font carrément leur apparition dans le corpus, dont le russe, l'arabe, le portugais et le roumain (voir figure 2).

12. Catalogue de la Biblioteca de Catalunya : (<http://catalog.bnc.cat>).

FIGURE 2

Nombre de documents traduits par langue sur les 35 documents du corpus

***Multilinguisme pour la projection internationale***

Le catalan est une langue relativement peu diffusée à l'extérieur de son aire linguistique traditionnelle, soit celle des Pays catalans¹³. Dans ce contexte, il serait impensable d'internationaliser le processus d'indépendance de la Catalogne sans la traduction. La société civile indépendantiste catalane l'a bien compris et a mis en œuvre cette vaste campagne de traduction. Elle traduit certes en anglais, mais son refus de l'hégémonie linguistique la pousse à traduire dans un grand nombre d'autres langues, que ce soient des langues de pouvoir comme l'allemand et le français ou des langues à portée plus symbolique comme le basque et l'occitan. En Catalogne, internationalisation et traduction vont de pair : une trentaine des 35 documents du corpus s'adresse – exclusivement ou partiellement – à un public situé à l'extérieur de la Catalogne ; les langues les plus présentes dans ces 30 documents sont, dans l'ordre, l'anglais (30), l'espagnol (27), le français (22), l'allemand (21), l'italien (13) et le néerlandais (8).

Nous avons comparé la liste de ces langues cibles au classement des langues de Kai L. Chan (2016) et d'Alain Calvet et Louis-Jean Calvet (2012), lesquels font état des langues ayant le plus de pouvoir à l'échelle internationale (voir tableau 1). Nous y remarquons que la langue la plus influente dans le monde, l'anglais, est la seule dont la présence est absolue dans le corpus.

13. Les « Pays catalans » font référence à l'ensemble des territoires de langue et de culture catalanes, soit la Catalogne, les îles Baléares, le Pays valencien et la frange d'Aragon en Espagne, la principauté d'Andorre, le département des Pyrénées-Orientales en France et la municipalité d'Alghero en Sardaigne.

Ensuite, la correspondance entre les listes est assez juste pour les langues dont la présence est importante dans le corpus, soit l'allemand, l'espagnol et le français; l'écart le plus important entre le corpus et la position de ces langues concerne l'allemand, qui se trouve en septième place chez Chan (2016). L'italien et le néerlandais, dont la présence est moyenne dans le corpus, sont également présents dans les classements, mais moins bien positionnés que les principales autres langues de traduction. Parmi les documents destinés à l'extérieur de la Catalogne, nous retrouvons peu de documents dans d'autres langues influentes à l'échelle internationale comme le russe (4/30), le japonais (3/30), l'arabe (2/30), le portugais (2/30) ou le mandarin (0/30).

TABLEAU 1

Langues cibles des documents destinés à un public situé à l'extérieur de la Catalogne et classements des langues du monde de Chan (2016) et de Calvet et Calvet (2012)¹⁴

Occurrence des langues dans le corpus /30 documents	Les 20 langues les plus puissantes du monde, dans l'ordre, selon...	
	Chan (2016)	Calvet et Calvet (2012)
anglais (30)	anglais	anglais
espagnol (27)	mandarin	espagnol
français (22)	français	français
allemand (21)	espagnol	allemand
italien (13)	arabe	russe
néerlandais (8)	russe	japonais
basque (7)	allemand	néerlandais
russe (4)	hindi	italien
japonais (3)	japonais	portugais
polonais (3)	portugais	mandarin
suédois (3)	cantonais	suédois
tchèque (3)	italien	turc
arabe (2)	néerlandais	norvégien
grec (2)	malais	polonais
hébreu (2)	polonais	danois
occitan (2)	coréen	finnois
portugais (2)	turc	hongrois
thaï (2)	roumain	roumain
12 langues dans 1 seul document	norvégien	catalan
	suédois	tchèque

14. Seules les langues qui sont une langue cible de deux documents ou plus figurent au tableau. Les 12 langues présentes dans un seul document sont: danois, espéranto, finnois, hongrois, indonésien, norvégien, punjabi, quechua, slovène, tagalog, turc et wolof.

Si nous comparons maintenant la liste des langues cibles des 30 documents à celles des langues officielles de l'UE dans les classements de Chan (2016) et de Calvet et Calvet (2012) (voir tableau 2), nous remarquons que la correspondance est indéniable entre les quatre langues les plus fréquentes (l'anglais, l'espagnol, l'allemand et le français) et ces classements. Elle est également assez juste pour ce qui est de l'italien et du néerlandais, voire du polonais et du suédois. Il importe toutefois de préciser que ces classements font état du poids de ces langues à l'échelle internationale et non spécifiquement au sein de l'UE, ce qui a pour conséquence de favoriser les langues européennes qui se sont étendues par le biais du colonialisme, en particulier l'anglais, le français, l'espagnol et le portugais. Toutefois, et comme le notent plusieurs auteurs (notamment Graddol, 1997 ; Hjorth-Andersen, 2006 ; de Swaan, 2007), l'anglais et le français restent les langues les plus puissantes de l'UE, suivies de l'allemand, sans égard à leur diffusion internationale. En revanche, le poids de l'espagnol et du portugais est surestimé parce qu'il découle avant tout de l'importance de ces langues à l'extérieur de l'Europe, en particulier en Amérique latine.

TABLEAU 2

Langues cibles des documents destinés à un public situé à l'extérieur de la Catalogne et classements des langues officielles dans l'UE selon Chan (2016) et Clavet et Calvet (2012)

Occurrence des langues dans le corpus /30 documents	Les 20 langues officielles de l'UE les plus puissantes du monde, dans l'ordre, selon...	
	Chan (2016)	Calvet et Calvet (2012)
anglais (30)	anglais	anglais
espagnol (27)	français	espagnol
français (22)	espagnol	français
allemand (21)	allemand	allemand
italien (13)	portugais	néerlandais
néerlandais (8)	italien	italien
polonais (3)	néerlandais	portugais
suédois (3)	polonais	suédois
tchèque (3)	roumain	polonais
portugais (2)	suédois	danois
grec (2)	danois	finnois
roumain (1)	tchèque	hongrois
bulgare (1)	finnois	roumain
danois (1)	grec	tchèque
finnois (1)	serbo-croate	grec
hongrois (1)	slovaque	bulgare
slovène (1)	slovène	croate
	maltais	slovaque
	hongrois	slovène
	bulgare	estonien

En somme, ces classements indiquent que les langues cibles du corpus correspondent aux langues d'influence à l'échelle de l'Union européenne plus qu'à celles qui sont influentes à l'échelle internationale. D'une part, outre la présence de l'anglais langue mondiale et de l'espagnol langue officielle en Catalogne, les langues les plus fréquentes sont les langues officielles de l'UE les plus influentes, soit le français, l'allemand, l'italien et le néerlandais. Nous répertorions en outre dans le corpus onze autres langues officielles au sein de l'UE, dont le polonais, le suédois et le tchèque. D'autre part, la faible présence ou l'absence de langues d'influence non officielles au sein de l'UE européenne (comme l'arabe, l'hindi, le japonais, le mandarin, le russe et le turc) indique que la communauté internationale n'est pas le principal public cible de la campagne de traduction catalane.

Par ailleurs, comme le fait ressortir le tableau 3, les cinq langues cibles les plus fréquentes dans le corpus (tableau précédent) sont également les cinq langues avec le plus grand nombre de locuteurs de langue maternelle au sein de l'UE, nombre représentant 62 % de la population – 66 % en ajoutant le néerlandais, la sixième langue cible la plus fréquente dans le corpus. De plus, les quatre langues les plus fréquentes dans le corpus sont aussi les quatre langues les plus parlées et lues comme langues étrangères dans l'UE. Enfin, outre le russe, aucune langue d'influence non officielle au sein de l'UE n'est parlée ou lue par plus de 1 % des citoyens de l'UE.

TABLEAU 3

Connaissances linguistiques dans l'Union européenne

Langue maternelle		Langue étrangère (parler)		Langue étrangère (lire)	
allemand	16 %	anglais	38 %	anglais	25 %
anglais	13 %	français	12 %	français	7 %
italien	13 %	allemand	11 %	allemand	6 %
français	12 %	espagnol	7 %	espagnol	4 %
espagnol	8 %	russe	5 %	russe	2 %
polonais	8 %	italien	3 %	italien	2 %
roumain	5 %	néerlandais	1 %	néerlandais	1 %
néerlandais	4 %	polonais	1 %	catalan	1 %

Langues les plus parlées comme langue maternelle et langue étrangère et langues les plus lues (capacité de lecture) comme langue étrangère dans l'UE selon l'Eurobaromètre *Les Européens et leurs langues* (CE, 2012).

Remarque : sept autres langues sont parlées comme langues étrangères par environ 1 % de la population : arabe, catalan, grec, portugais, slovaque, suédois et tchèque ; trois autres langues sont lues comme langues étrangères par environ 1 % de la population : slovaque, suédois et tchèque.

En résumé, les systèmes et les classements des langues du monde démontrent que la campagne de traduction qui nous intéresse s'adresse d'abord à l'Union européenne, puis à la communauté internationale. Pour

contrevérifier les résultats obtenus, nous avons analysé ce que dit le paratexte – c'est-à-dire les documents ou les productions qui entourent le texte, comme les prologues ou les entrevues – sur les langues et les publics cibles. À la lumière des extraits ci-dessous, l'ordre d'importance des publics cibles qui transparaît dans le paratexte des documents concorde avec le choix des langues cibles et la fréquence de chacune de ces langues en traduction. Cela confirme que la communauté internationale extraeuropéenne n'est pas le principal public cible de cette campagne de traduction et que, pour les indépendantistes catalans, le terrain de bataille est bel et bien l'Europe :

« [N]ous devons parler directement avec les autres États d'Europe. » (Anna Aroca Seró, fondatrice d'*Aidez la Catalogne*, citée dans Vila de Roses, 2013)

« [L]e Conseil de diplomatie publique informera les principaux décideurs politiques et économiques en Europe et dans le reste du monde du processus démocratique qui a commencé en Catalogne. » (Gencat, 2012b)

« [We want] European citizens to be more aware of what are for [*sic*] the reasons behind the push for independence. » (Aleix Sarri, fondateur du Collectif Charlemagne, ANC Brussel-les, 2013)

« Now we must argue our case in a different way by explaining ourselves to our fellow-Catalans and to Europe and the world. » (Álvaro et Cardús, prologue de *Keys on the Independence of Catalonia*, ElClauer, 2013 : 11)

Multilinguisme pour la projection nationale

Si le choix des langues de pouvoir de l'Europe révèle que les documents traduits s'adressent en priorité à l'Union européenne, la présence d'autres langues est plutôt liée à un désir de communiquer avec les habitants de la Catalogne. Parmi les 35 documents du corpus, 20 documents s'adressent – exclusivement ou partiellement – aux Catalans en général, dont cinq aux immigrants, ou Néo-Catalans, en particulier. Nous nous intéressons ici tout particulièrement à ces cinq documents et aux langues cibles de ceux-ci. En somme, il s'agit de sites Web ou de tracts/feuillettes qui font la promotion de l'indépendance auprès des immigrants ou qui les incitent à exercer leur droit de vote (voir annexe 3 pour un exemple).

Parmi ces cinq documents, nous avons relevé 20 langues ; le tableau 4 fait état de ces langues cibles et des langues les plus parlées en Catalogne – que nous avons précédemment énumérées – en excluant le catalan. L'espagnol est ici inclus parce que bien que cette langue soit officielle en Catalogne, elle est également la langue d'une grande partie de la population immigrante, qu'il s'agisse de migrants internes (d'Espagne) ou externes (d'Amérique latine en particulier).

TABLEAU 4

Langues cibles des documents destinés aux immigrants et langues les plus comprises par la population en Catalogne, mis à part le catalan

Occurrence des langues / 5 documents	Langues les plus comprises en Catalogne (sauf le catalan)
anglais (5)	espagnol
espagnol (5)	arabe
français (5)	roumain
allemand (4)	tamazight
arabe (4)	français
portugais (4)	galicien
roumain (4)	russe
polonais (3)	italien
tamazight (3)	anglais
bulgare (2)	portugais
chinois (2)	allemand
ourdou (2)	ourdou
russe (2)	chinois
ukrainien (2)	ukrainien
hindi (1)	polonais
italien (1)	
punjabi (1)	
quechua (1)	
tagalog (1)	
wolof (1)	

Tout comme dans le reste du corpus, les langues les mieux représentées sont également des langues de pouvoir (anglais, espagnol, français et allemand). Toutefois, ces langues sont également maîtrisées par de nombreux Néo-Catalans, notamment l'espagnol et le français, langues de l'immigration espagnole et de l'immigration latino-américaine, puis d'une partie de l'immigration européenne et africaine, respectivement. L'allemand, certes langue de pouvoir, est aussi maîtrisée par environ 100 000 personnes en Catalogne (Idescat, 2015 : 165), dont un grand nombre de germanophones installés dans cette communauté autonome pour les affaires, les études ou la retraite. Quant à l'anglais, il s'agit évidemment d'une langue incontournable en tant que langue mondiale ; elle agit ici comme *lingua franca* – avec l'espagnol – auprès de ceux et celles dont la langue propre n'est pas offerte dans les documents. Ensuite, les autres langues dans lesquelles trois ou quatre documents ont été traduits, soit l'arabe, le portugais, le roumain, le polonais et le tamazight, font partie des langues comprises par le plus grand nombre de personnes en Catalogne. En fait, nous remarquons au total dans les cinq documents sur l'indépendance adressés aux immigrants 14 des 15 langues

les plus parlées en Catalogne, hormis le catalan. Seul le galicien, langue co-officielle dans la communauté autonome de Galice, est absent du corpus. Cela pourrait être attribuable au fait que les Galiciens de Catalogne maîtrisent *de facto* l'espagnol, et généralement le catalan (Labraña, 2012).

Le constat que les principales langues de traduction de ces documents sont également les principales langues parlées par les communautés immigrantes de Catalogne indique une connaissance de la réalité linguistique catalane actuelle de la part des organisations indépendantistes catalanes. Cela fait également état d'un souci de communiquer avec les gens dans leurs propres langues ou, à tout le moins, dans des langues maîtrisées par la population et de lui laisser le soin de choisir celle qu'elle préfère en fonction des langues offertes. Un immigrant d'origine marocaine, par exemple, pourra choisir de lire certains documents dans sa langue maternelle (arabe ou tamazight) ou dans l'une des langues apprises à l'école ou par besoin migratoire (français, espagnol ou catalan).

Le « vote ethnique » en Catalogne (et au Québec)

Le fait de traduire dans les langues des diverses communautés linguistiques de la Catalogne ne signifie pas que l'objectif est atteint. Cet objectif, rappelons-le, est de convaincre la population immigrante de voter en faveur de l'indépendance. Dans les faits, et selon une récente enquête du Centre d'études d'opinion de Catalogne (CEO, 2018c), un peu plus de 26 % des hispanophones et des allophones de Catalogne sont en faveur de l'indépendance de ce territoire (voir tableau 5). Même s'il ne s'agit que d'un quart des voies potentielles de ces groupes en faveur du « Oui », force est de constater que le « vote ethnique » en Catalogne¹⁵ est beaucoup plus favorable à l'indépendance qu'il ne l'est au Québec, où il se situerait sous la barre des 10 %, voire des 5 % (Conley, 1997 ; Drouilly, 1997 ; Sabourin, 2014).

Le quart des non-catalanophones sont-ils indépendantistes parce qu'on s'adresse à eux dans leur langue ? Ou serait-ce que les indépendantistes traduisent pour ce public parce que le quart de celui-ci se dit indépendantiste ? Il est ardu de répondre à cette question et toute tentative de le faire devrait tenir compte d'autres facteurs qui peuvent jouer un rôle dans les intentions de vote, notamment les contextes politique, social et, bien sûr, économique.

Cependant, il est reconnu que lorsqu'on s'adresse à un public dans sa langue, la réception est meilleure. Cela a été démontré à maintes reprises, notamment dans le cas des habitudes de consommation et des préférences de navigation sur le Web. En 2011, par exemple, un rapport de la Commission européenne (CE, 2011) sur les préférences linguistiques en matière de navi-

15. Sur l'attitude des immigrants envers l'indépendance en Catalogne, voir notamment Fabà Prats et Torres-Pla (2017), Franco-Guillén (2017) et Truax (2017).

TABLEAU 5

Langue initiale et indépendantisme en Catalogne (2018)

Langue(s) initiale(s)	Oui	Non	Ne sait pas/ Pas de réponse
catalan	80,1 %	14,3 %	5,6 %
catalan et espagnol	47,8 %	35,2 %	17,0 %
espagnol	26,3 %	65,1 %	8,7 %
autre	26,2 %	62,5 %	11,3 %

Source : Centre d'Estudis d'Opinió, Generalitat de Catalunya (CEO, 2018c).

gation en ligne a indiqué que 90 % des utilisateurs d'Internet utilisaient toujours la version d'un site dans leur propre langue lorsque celle-ci était offerte. De même, deux rapports de la firme d'experts-conseils Common Sense Advisory sur les préférences linguistiques pour les achats en ligne, publiés en 2006 et 2014 (DePalma *et al.*, 2006 ; 2014), démontrent qu'une offre de produits et services dans la langue du consommateur influence positivement son comportement. À titre d'exemple, l'étude de 2014 révèle qu'au moment d'acheter des produits en ligne, la grande majorité des gens, environ les trois quarts, préfèrent le faire à partir de sites où l'on offre de l'information sur les produits dans leur langue maternelle. Qui plus est, même si un site Web est offert dans une langue qu'ils maîtrisent – comme l'anglais –, les consommateurs ont tendance à y passer moins de temps que si ce site était offert dans leur langue maternelle. Enfin, aux États-Unis, nombreuses sont les études sur les habitudes de consommation des hispanophones qui ont démontré que lorsqu'on s'adresse à ces consommateurs dans leur langue, ils sont davantage enclins à acheter un produit, ont davantage confiance en ce produit, et se sentent respectés (voir Latinum Network, 2016 ; Mizrahi, 2017 ; Simmons, 2018).

En somme, les études confirment que plus on offre de contenu dans la langue d'une personne, plus il y a de chances que cette personne adhère au produit proposé. Évidemment, les choix politiques des individus ne se font pas comme des choix de consommation. Toutefois, les partis politiques tentent bel et bien de « vendre » des idées et des projets ; dans le cas des organisations et des partis indépendantistes québécois, le projet à vendre est celui de l'indépendance nationale. Au Québec, la langue de vente est le français, la *lingua franca* sur le territoire. Cependant, comme le démontrent les études, l'utilisation d'une *lingua franca* seule, que ce soit l'anglais aux États-Unis ou à l'échelle internationale, ou le français dans le cas du Québec, n'est pas la stratégie de vente optimale. D'une part, la *lingua franca* n'est – et ne sera – jamais comprise par l'ensemble de la population, ne serait-ce qu'en raison des mouvements constants de population ; et que ce soit pour vendre

un produit de consommation ou une idée politique, on n'a rien à gagner à s'adresser à quelqu'un dans une langue qu'il ne comprend pas, qu'il s'agisse de la *lingua franca* ou de tout autre langue. D'autre part, même lorsqu'une personne maîtrise la *lingua franca*, elle préférera, lorsque c'est possible, utiliser la langue qui lui est la plus familière (Buda, 1991). D'où l'importance de traduire dans la langue du public cible.

Au Québec, où l'appui à l'indépendance chez les non-francophones est de trois à cinq fois inférieur (5-10 % contre 26 %) à celui des non-catalanophones en Catalogne (voir ci-dessus), on ne traduit pas le projet indépendantiste. En fait, le nationalisme québécois est depuis toujours profondément ancré dans la langue française et laisse peu de place aux autres langues, du moins dans l'espace public et d'un point de vue symbolique. En effet, selon Cory Blad et Philippe Couton (2009 : 652), entre autres, la diversité québécoise est structurée autour de la norme que constitue la langue française et n'accorde pas d'intérêt particulier au multilinguisme. Toujours selon ces auteurs, toute politique portant sur la diversité ethnoculturelle au Québec doit, aux yeux des nationalistes québécois, être conçue de façon à renforcer la domination et l'autorité de la langue française et de sa culture sous-jacente. Ce lien entre la langue et la nation serait donc plus intime au Québec qu'il ne l'est dans beaucoup d'autres États-nations ou quasi-États-nations, comme la Catalogne (*ibid.* : 660-661).

Ce lien peut notamment être constaté dans les nombreuses formules utilisées pour énoncer ou préciser le rôle du français au Québec depuis les années 1970 et les discussions en ce sens : langue commune des Québécois, langue de cohésion sociale, langue d'usage public, langue des rapports interculturels, langue normale et habituelle de la vie publique, langue d'usage et de communication, langue de vitalité sociale, culturelle, intellectuelle et économique, langue du vivre-ensemble, etc.¹⁶. Bien sûr, aucune de ces formules ne proscriit de façon implicite l'usage d'autres langues et, comme le mentionnent Alain-G. Gagnon et François Boucher (dans Gagnon *et al.*, 2014 : 6), « [i]l est généralement reconnu par toutes les collectivités vivant au Québec que le fait français est un bien culturel de premier ordre et qu'il doit faire l'objet d'une attention particulière pour se maintenir et prospérer ». Cependant, le discours sur la langue donne parfois l'impression d'une incompatibilité manifeste entre la notion de Québec français et le multilinguisme. Cette incompatibilité est notamment mise de l'avant par Guy Bertrand (2016 : 59) lorsqu'il écrit : « Notre "*vivre ensemble*" doit être basé sur d'autres valeurs que le multiculturalisme et le multilinguisme. »

Par ailleurs, les organisations indépendantistes québécoises mettent également à l'avant-plan cette conception unilingue de l'indépendantisme :

16. Pour un historique et des précisions sur ces notions, voir le rapport de Gagnon *et al.* (2014) présenté au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du Québec.

en effet, les sites Web des principales organisations indépendantistes du Québec ne sont qu'en français, dont celui de la Société Saint-Jean-Baptiste, du Mouvement national des Québécoises et Québécois, du Réseau Cap sur l'indépendance, du Rassemblement pour un pays souverain et des Organisations unies pour l'indépendance (OUI Québec). Qui plus est, aucune documentation dans une langue autre que le français n'est offerte en téléchargement sur ces sites. Même constat chez les principaux partis indépendantistes québécois, soit le Parti québécois et Québec solidaire. Rappelons toutefois qu'il n'en a pas toujours été ainsi : le site Web du Parti québécois a déjà été offert – en partie – en anglais, en espagnol et en portugais au début des années 2000 (voir Gagnon, 2014), alors que Québec solidaire a déjà produit de la documentation en plusieurs langues, notamment en anglais, en espagnol, en italien, en arabe et en créole¹⁷, c'est-à-dire les cinq langues les plus parlées au Québec après le français (Statistique Canada, 2016). L'offre linguistique de l'indépendantisme québécois est donc à des années-lumière de celle de l'indépendantisme catalan, qui s'exprime dans près de 40 langues.

Pourtant le Québec est la province avec le plus de citoyens bilingues (44,5 % de bilinguisme français-anglais) et multilingues (environ 10 % de la population) au Canada. Montréal est d'ailleurs la championne nord-américaine du trilinguisme, alors que 21 % des habitants de la ville maîtrisent au moins trois langues (Statistique Canada, 2016). Le bilinguisme et le multilinguisme du Québec – peu revendiqués ou affirmés, voire souvent ignorés de la population (Nadeau, 2018) – se manifestent toutefois concrètement, entre autres par le grand nombre de professionnels de la langue (traducteurs, interprètes, terminologues, etc.) dans la province. Alors que l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ) compte plus de 2200 membres qui offrent des services dans une trentaine de langues (OTTIAQ, 2019), on estime qu'environ la moitié des 15 000 langagiers canadiens travaillent au Québec (PwC, 2012 : 10-12). À l'échelle internationale, le Québec et le Canada sont des références en matière de traduction : le Canada représente 0,5 % de la population mondiale, mais accapare 10 % du marché mondial de la traduction, soit une part 20 fois supérieure à son poids démographique (PwC, 2012 : 5 ; voir aussi Nadeau, 2017). À la lumière de ce que nous avons observé et décrit plus tôt, la grande expertise langagière des Québécois n'est aucunement mise à profit par ou pour l'indépendantisme québécois.

17. Information tirée des pages du site Web de Québec solidaire (<https://quebecsolidaire.net>) archivées dans Internet Archive (<https://archive.org>). Nous avons également consulté un dépliant multilingue de Québec solidaire.

Conclusion

Au cours de la période 2009-2017, la société civile catalane s'est tournée vers la traduction multilingue pour diffuser de l'information sur le processus d'indépendance de la Catalogne. Elle l'a fait, d'une part, dans les langues de pouvoir à l'échelle de l'Union européenne (anglais, français, allemand, italien, etc.) et, d'autre part, dans les langues maternelles des Néo-Catalans ou dans les langues les plus maîtrisées par ces derniers (arabe, portugais, roumain, tamazight, etc.). Pour ce qui est du premier public cible, l'Europe, il est évident qu'il faut traduire pour s'y adresser: même si elle est parlée par 10 millions de personnes en Europe, la langue catalane n'est lue ou comprise que par très peu de gens à l'extérieur des Pays catalans et n'est la langue maternelle que de 1% des citoyens de l'UE. Pour se faire entendre de l'Europe et du monde, les Catalans n'ont d'autre choix que de traduire. Le fait de traduire aussi dans les langues des immigrants poursuit un autre objectif: obtenir des votes en faveur de l'indépendance. La reconnaissance internationale doit d'abord passer par la décision potentielle de la majorité des Catalans, toutes origines et langues confondues, d'appuyer l'indépendance. En ce sens, il serait vain de convaincre l'Europe et le Monde si l'on n'a pas d'abord convaincu une majorité de Catalans, dont une bonne proportion des immigrants. Pour convaincre cette population du bien-fondé du projet d'indépendance nationale, on lui parle dans sa langue, ce qui serait impossible sans faire appel à la traduction. Dans la veine de ce qu'affirme Pascale Casanova (2015), les langues, parce qu'elles sont socialement inégales, luttent avec les «armes linguistiques» qui sont à leur disposition pour conquérir des ressources, du prestige et du pouvoir. Pour la langue catalane, l'une de ces armes est la traduction. Cette arme a été largement mise à profit par les indépendantistes catalans.

Pendant ce temps, au Québec, les organisations indépendantistes font du français leur unique langue de communication avec le public. Rappelons que ce public est composé de gens de toutes origines qui parlent de nombreuses langues, et que l'adoption de la langue française par les nouveaux Québécois non francophones se fait nécessairement graduellement (Gagnon *et al.*, 2014: 8), au fil des années et des générations. De plus, comme nous l'avons démontré à la lumière de travaux dans divers domaines, les gens préfèrent toujours avoir accès à de l'information dans leur propre langue. Qui plus est, comme l'écrit si justement Micheline Milot (dans Gagnon *et al.*, 2014: 35), le multilinguisme constitue l'une des dimensions de la richesse d'expression au Québec et ne doit pas être une source de méfiance identitaire; il n'est pas incompatible avec la reconnaissance du français comme langue commune (ou d'usage public, normale, habituelle, de cohésion sociale, etc.) et le respect des langues d'origine a un impact positif sur la société. Le respect des langues d'origine peut se manifester par la traduction

de projets politiques comme l'indépendance, et ce respect, comme en témoignent l'expérience catalane et les études sur la consommation, ne peut qu'avoir des répercussions positives sur l'adhésion au produit ou au projet proposé.

La traduction est omniprésente dans les travaux en sciences politiques, en histoire, en sociologie, etc., mais, tout comme la traductologie d'ailleurs, on n'en fait que peu de cas ou on la tient pour acquise, bien souvent inconsciemment. Cela n'est pas surprenant si l'on se rappelle qu'il y a encore quelques décennies à peine la traduction et la traductologie étaient la plupart du temps considérées comme des sous-disciplines de la linguistique ou de la littérature. Le point de vue traductologique a aujourd'hui beaucoup à offrir, notamment et comme nous l'avons démontré, dans l'étude des questions nationales. En ce sens, il serait plus qu'approprié de mener de nouvelles recherches interdisciplinaires sur les liens entre traduction et indépendance. Ces recherches pourraient se pencher, par exemple, sur la façon dont le vote peut être influencé par l'offre de matériels traduits (sites Web des partis politiques, programmes, dépliants, pancartes électorales) dans les langues des électeurs, en particulier dans les principales langues des immigrants. D'ailleurs, Núria Franco-Guillén (2017: 37) le souligne, il serait plus que pertinent de mener des recherches approfondies sur l'opinion des allophones en lien avec l'indépendance du Québec (et d'autres nations). La prise en compte de la traduction dans de telles recherches est souhaitable et permettrait de faire le pont entre deux domaines – la traductologie et la science politique – qui sont à bien des égards intrinsèquement liés, mais qui s'ignorent encore trop. Nous espérons, par cette contribution, avoir éveillé les non-traductologues à ce que peuvent apporter la traduction et son étude dans des thématiques qui leur sont de premier intérêt, et nous les invitons à tirer profit des angles d'analyse offerts par la traductologie.

Bibliographie

- Arenas, Rafael, 2014, «Encuestas, consultas y referendums» [Enquêtes, consultations et référendums], Fundación Hay Derecho, consulté sur Internet (<https://hayderecho.expansion.com/2014/08/25/encuestas-consultas-y-referendums>) le 10 septembre 2019.
- Assemblée nationale catalane / ANC Brussel-les, 2013, «Aleix Sarri @ Launch of the Charlemagne Initiative», Assemblea Nacional Catalana Brussel-les, consulté sur Internet (<https://www.youtube.com/watch?v=y8aesiaqU68>) le 10 septembre 2019.
- Barrieras i Angàs, Mònica, 2013, «La cruïlla del multilingüisme: les llengües dels catalans al segle XXI» [Le carrefour du multilinguisme: les langues des Catalans au XXI^e siècle], *divÈrsia*, n^o 3, p. 2-37.
- Barrio, Astrid et Bonnie N. Field, 2018, «The Push for Independence in Catalonia», *Nature Human Behaviour*, n^o 2, p. 713-715.
- Barrio, Astrid et Juan Rodríguez-Teruel, 2017, «Reducing the Gap between Leaders and Voters? Elite Polarization, Outbidding Competition, and the Rise of

- Secessionism in Catalonia», *Ethnic and Racial Studies*, vol. 40, n° 10, p. 1776-1794.
- Bastin, Georges L. et Álvaro Echeverri, 2004, « Traduction et révolution à l'époque de l'indépendance hispano-américaine », *Meta*, vol. 49, n° 3, p. 562-575.
- Bastin, Georges L., Álvaro Echeverri et Ángela Campo, 2010, « Translation and the Emancipation of Hispanic America », dans Maria Tymoczko (sous la dir. de), *Translation, Resistance and Activism*, Amherst, University of Massachusetts Press, p. 42-64.
- Belmonte, Eva, 2010, « Masiva manifestación en Barcelona en apoyo al Estatut y contra el Constitucional » [Manifestation massive à Barcelone en faveur du Statut d'autonomie et contre le Tribunal constitutionnel], *El Mundo*, 10 juillet.
- Bertrand, Guy, 2016 [2^e éd.], *La République fédérale du Québec. Refonder le Québec à partir des régions*, Lévis, Fondation littéraire Fleur de Lys.
- Blad, Cory et Philippe Couton, 2009, « The Rise of an Intercultural Nation: Immigration, Diversity and Nationhood in Quebec », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 35, n° 4, p. 645-667.
- Boyer, Henri, 2004, « Langue et nation : le modèle catalan de nationalisme linguistique », *Mots. Les langages du politique*, n° 74, p. 27-42.
- Buda, Janusz K., 1991, « Language Choice », *Otsuma Review*, n° 24, p. 29-35.
- Calvet, Alain et Louis-Jean Calvet, 2012, « Baromètre Calvet des langues du monde », Délégation générale à la langue française et aux langues de France, Ministère de la Culture et de la Communication, *Wikilf*, consulté sur Internet (<http://wikilf.culture.fr/barometre2012>) le 10 septembre 2019.
- Casanova, Pascale, 2015, *La Langue mondiale. Traduction et domination*, Paris, Seuil.
- Centre d'Estudis d'Opinió (CEO), 2018a, *Dossier de premsa de l'Enquesta sobre context polític a Catalunya* [Dossier de presse de l'Enquête sur le contexte politique en Catalogne], Barcelone, Centre d'Estudis d'Opinió, Generalitat de Catalunya.
- Centre d'Estudis d'Opinió (CEO), 2018b, *EvoluCEO. P30. Relació entre Catalunya i Espanya* [EvoluCEO. P30. Relation entre la Catalogne et l'Espagne], Barcelone, Centre d'Estudis d'Opinió, Generalitat de Catalunya.
- Centre d'Estudis d'Opinió (CEO), 2018c, *Baròmetre del Centre d'Estudis d'Opinió. Independentisme segons la llengua 2018 (2a onada)* [Baromètre du Centre d'études d'opinion. Indépendantisme en fonction de la langue 2018 (2^e vague)], Barcelone, Centre d'Estudis d'Opinió, Generalitat de Catalunya.
- Centre international Escarré pour les minorités ethniques et les nations (CIEMEN), 2019, « Els eixos » [Les axes], Centre international Escarré pour les minorités ethniques et les nations, consulté sur Internet (<http://www.ciemem.cat/entitat/els-eixos>) le 10 septembre 2019.
- Chan, Kai L., 2016, *Power Language Index: Which Are the World's Most Influential Languages?*, INSEAD (Institut européen d'administration des affaires).
- Commission européenne (CE), 2011, *User Language Preferences Online. Flash Eurobarometer 313*, Bruxelles, Direction générale de la communication, Commission européenne.
- Commission européenne (CE), 2012, *Les Européens et leurs langues. Eurobaromètre spécial 386*, Bruxelles, Direction générale de la communication, Commission européenne.
- Commission européenne (CE), 2019, « Langues de l'UE », Direction générale de la communication, Commission européenne, consulté sur Internet (https://europa.eu/european-union/about-eu/eu-languages_fr) le 10 septembre 2019.

- Conley, Richard S., 1997, « Sovereignty or the *Status Quo*? The 1995 Pre-referendum Debate in Quebec », *Journal of Commonwealth & Comparative Politics*, vol. 35, n° 1, p. 67-92.
- Corporació Catalana de Mitjans Audiovisuals (CCMA), 2017, « Els resultats del referèndum 1-O » [Résultats du référendum du 1^{er} octobre], Corporació Catalana de Mitjans Audiovisuals, consulté sur Internet (<http://www.ccma.cat/324/els-resultats-del-referendum-de-1-1-o/catalunya>) le 10 septembre 2019.
- De Laguérie, Henry, 2014, *Les Catalans*, Paris, Ateliers Henry Dougier.
- de Swaan, Abram, 2001, *Words of the World: The Global Language System*, Malden, MA, Polity Press.
- de Swaan, Abram, 2007, « The Language Predicament of the EU since the Enlargements », dans Ulrich Ammon, Klaus J. Mattheier et Peter H. Nelde (sous la dir. de), *Sociolinguistica: International Yearbook of European Sociolinguistics*, vol. 21, *Linguistic Consequences of the EU-Enlargement*, Tübingen, De Gruyter, p. 1-21.
- de Swaan, Abram, 2010, « Language Systems », dans Nikolas Coupland (sous la dir. de), *The Handbook of Language and Globalization*, Chichester, RU, Wiley-Blackwell, p. 56-76.
- DePalma, Donald A., Benjamin B. Sargent et Renato S. Beninatto, 2006, *Can't Read, Won't Buy: Why Language Matters on Global Websites*, Lowell, Common Sense Advisory.
- DePalma, Donald A., Robert G. Stewart et Vijayalaxmi Hegde, 2014, *Can't Read, Won't Buy: How Translation Affects the Web Customer Experience and E-Commerce Growth*, Lowell, Common Sense Advisory.
- Drouilly, Pierre, 1997, « Le référendum du 30 octobre 1995 : une analyse des résultats », dans Robert Boily (sous la dir. de), *L'année politique au Québec 1995-1996*, Montréal, Fides.
- ElClauer, 2013, *Keys on the Independence of Catalonia*, Barcelone, Comanegra.
- Fabà Prats, Albert et Joaquim Torres-Pla, 2017, « El suport a la independència de Catalunya segons la llengua d'identificació i altres variables (2011-2015) » [Appui à l'indépendance de la Catalogne en fonction de la langue d'identification et d'autres variables (2011-2015)], *Treballs de Sociolingüística Catalana*, n° 27, p. 301-319.
- Franco-Guillén, Núria, 2017, *Immigració i independència. Els casos de Quebec, Escòcia i Catalunya* [Immigration et indépendance. Les cas du Québec, de l'Écosse et de la Catalogne], Barcelone, Fundació Josep Irla.
- Gagnon, Alain-G., Micheline Milot, F. Leslie Seidle et François Boucher, 2014, *Rapport présenté au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion en vue d'élaborer un nouvel énoncé de politique*, Montréal.
- Gagnon, Chantal, 2014, « Québec et Canada : entre l'unilinguisme et le bilinguisme politique », *Meta*, vol. 59, n° 3, p. 598-619.
- Gagnon, Chantal, 2017, « La place de la traductologie en analyse des discours politiques », dans Marie-Alice Belle et Álvaro Echeverri (sous la dir. de), *Repenser la place de la traductologie dans les sciences humaines*, Arras, Artois Presses Université, p. 57-72.
- García, Luis B., 2013, « Mas anuncia la pregunta de la consulta : "¿Quiere que Catalunya sea un Estado?" Y si es así, ¿independiente? » [Mas annonce la question de la consultation : « Voulez-vous que la Catalogne devienne un État ? » ; « Si oui, voulez-vous que cet État soit indépendant ? »], *La Vanguardia*, 12 décembre.
- Generalitat de Catalunya (Gencat), 2012a, *Butlletí oficial del Parlament de Catalunya* [Bulletin officiel du Parlement de Catalogne], n° 313.

- Generalitat de Catalunya (Gencat), 2012b, *Decret 149/2012, de 20 de novembre, de modificació dels Estatuts i de la denominació del Patronat Catalunya Món, que esdevé Patronat Catalunya Món – Consell de Diplomàcia Pública de Catalunya (PCM – Diplocat)* [Décret 149/2012 du 20 novembre sur la modification des statuts et de la dénomination du Patronat Catalogne Monde, qui devient Patronat Catalogne Monde – Conseil de diplomatie publique de Catalogne (PCM – Diplocat)], Barcelone, Departament de la Presidència, Generalitat de Catalunya.
- Generalitat de Catalunya (Gencat), 2014a. «Participa 2014. Resultats del procés participatiu» [Participe 2014. Résultats du processus participatif], Generalitat de Catalunya, consulté sur Internet (<http://www.participa2014.cat/resultats/dades/ca/escr-tot.html>) le 10 septembre 2019.
- Generalitat de Catalunya (Gencat), 2014b, «Les Catalans et le plurilinguisme mondial», Culturcat, Generalitat de Catalunya.
- Generalitat de Catalunya (Gencat), 2017a, «Eleccions al Parlament de Catalunya 2017» [Élections au Parlement de Catalogne 2017], Departament d'Economia i Coneixement, Generalitat de Catalunya, consulté sur Internet (<http://gencat.cat/economia/resultats-parlament2017/09AU/DAU09999CM.htm?lang=ca>) le 10 septembre 2019.
- Generalitat de Catalunya (Gencat), 2017b, «Llengua catalana. Marc legal» [Langue catalane. Cadre légal], Direcció General de Política Lingüística, Generalitat de Catalunya, consulté sur Internet (<http://llengua.gencat.cat/ca/el-catala/marc-legal>) le 10 septembre 2019.
- Generalitat de Catalunya (Gencat), 2018a, «Actualització de la balança fiscal de Catalunya dels anys 2013 i 2014» [Mise à jour de la balance fiscale de la Catalogne pour les années 2013 et 2014], Departament de la Vicepresidència i d'Economia i Hisenda, consulté sur Internet (<http://economia.gencat.cat/ca/ambits-actuacio/analisi-finances-publicques/balanca-fiscal-catalunya-administracio-central/>) le 10 septembre 2019.
- Generalitat de Catalunya (Gencat), 2018b, «Patrimoni lingüístic» [Patrimoine linguistique], Departament de Cultura, Generalitat de Catalunya, consulté sur Internet (<http://cultura.gencat.cat/ca/anypatrimoni/temes/patrimoni-linguistic>) le 10 septembre 2019.
- Gobierno de España, 2010, *Suplemento. Tribunal Constitucional. Boletín oficial del Estado, 172* [Supplément. Tribunal constitutionnel. Bulletin officiel de l'État, 172], Madrid, Gobierno de España.
- Gordillo, Saül, 2014, *Sobirania.cat. 10 anys de la revolta política catalana a Internet* [Souveraineté.cat. 10 ans de révolte politique catalane sur Internet], Arenys de Munt, Crea't Edicions.
- Graddol, David, 1997, *The Future of English?*, Londres, The British Council.
- Grup d'Estudi de Llengües Amenaçades (GELA), 2016, *Les Llengües a Catalunya* [Les langues en Catalogne], Grup d'Estudi de Llengües Amenaçades, Universitat de Barcelona, consulté sur Internet (<http://www.gela.cat/doku.php?id=llengues>) le 10 septembre 2019.
- Guibernau, Montserrat, 2013, «Secessionism in Catalonia: After Democracy», *Ethnopolitics*, vol. 12, n° 4, p. 368-393.
- Guinjoan, Marc, Toni Rodon et Marc Sanjaume, 2013, *Catalunya, un pas endavant* [Catalogne, un pas en avant], Barcelone, Angle Editorial.
- Harris, Brian, 1973, «La traductologie, la traduction naturelle, la traduction automatique et la sémantique», *Cahier de linguistique*, n° 2, p. 133-146.
- Hjorth-Andersen, Christian, 2006, «The Relative Importance of the European Languages», *14th International Conference of the Association for Cultural Economics International*, Vienne, 6-9 juillet.

- Holmes, James, 1972, *The Name and Nature of Translation Studies*, Amsterdam, Department of General Literary Studies, University of Amsterdam.
- Institut d'Estadística de Catalunya (Idescat), 2015, *Enquesta d'usos lingüístics de la població 2013* [Enquête sur les usages linguistiques de la population 2013], Barcelone, Institut d'Estadística de Catalunya.
- Instituto Nacional de Estadísticas (INE), 2012, « Conocimiento lingüístico de las personas según el número de idiomas que pueden utilizar, sexo y comunidad o ciudad autónoma » [Connaissance linguistique des personnes selon le nombre de langues qu'elles peuvent utiliser, le sexe et la ville ou communauté autonome], *Encuesta sobre la Participación de la Población Adulta en las Actividades de Aprendizaje (EADA). Año 2011* [Enquête sur la participation de la population adulte aux activités d'apprentissage (EADA)], Madrid, Instituto Nacional de Estadísticas.
- Labraña, Sabela, 2012, « Usos lingüístics dels gallecs a Catalunya » [Usages linguistiques des Galiciens en Catalogne], dans F. Xavier Vila i Moreno (sous la dir. de), *Posar-hi la base. Usos i aprenentatges lingüístics en el domini català* [Établir la base. Usages et apprentissages linguistiques dans l'aire catalane], Barcelone, Institut d'Estudis Catalans, p. 57-63.
- Latinum Network, 2016, *Understanding the Impact of Language on Hispanic Consumers*, Bethesda, MD, Collage Group/Facebook IQ.
- Leclerc, Jacques, 2019, « Brève histoire linguistique de l'Espagne et de ses régions », *L'aménagement linguistique dans le monde*, consulté sur Internet (http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/espagne_histoire) le 10 septembre 2019.
- Linguapax, 2019, « Valeurs et objectifs », *Linguapax International*, consulté sur Internet (<http://www.linguapax.org/fr/qui-nous-sommes/valeurs-et-objectifs/>) le 10 septembre 2019.
- Mayans, Pere, 2015, « La història del català a l'escola, un reflex de la història del país » [L'histoire du catalan à l'école, un reflet de l'histoire du pays], *El pols de la llengua als Països Catalans* [Le pouls de la langue dans les Pays catalans], 12 juillet.
- Mir i Fullana, Antoni, 2008, « Linguamón – House of Languages: A Museum for the World's Living Languages », *Museum International*, vol. 60, n° 3, p. 88-95.
- Mizrahi, Isaac, 2017, « Is Marketing in Spanish Still Relevant to Hispanics? », *Forbes*, 4 avril.
- Morel, Sandrine, 2012, « La Catalogne pourrait parfaitement être un État dans l'Union européenne », *Le Monde*, 17 février, p. 6.
- Munday, Jeremy, 2016, « Translation Studies », dans Yves Gambier et Luc Van Doorslaer (sous la dir. de), *Handbook of Translation Studies Online*, Amsterdam/Philadelphie, John Benjamins.
- Nadeau, Jean-Benoît, 2017, « Montréal: capitale de la traduction », *Le Devoir*, 11 mars.
- Nadeau, Jean-Benoît, 2018, « Multilinguisme: le Montréal des langues », *Le Devoir*, 27 août.
- Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ), 2019, *L'Ordre*, consulté sur Internet (<https://ottiaq.org/lordre>) le 10 septembre 2019.
- Pomerleau, Marc, 2014, « Indépendance de la Catalogne: quand la traduction se mêle du débat », *Dire*, vol. 23, n° 3, p. 34-39.
- Pomerleau, Marc, 2016, « Des traducteurs activistes en Catalogne », *Circuit*, n° 129.
- Pomerleau, Marc, 2017, *La traduction comme instrument paradiplomatique: langues, publics cibles et discours indépendantiste en Catalogne*, thèse de doctorat en traduction, Université de Montréal.

- PricewaterhouseCoopers (PwC), 2012, *Analyse comparative du Bureau de la traduction*, Ottawa, PricewaterhouseCoopers et Bureau de la traduction du gouvernement du Canada.
- Pujadas, Isabel, 2007, « Les migrations dels anys seixanta a Catalunya » [Les migrations des années soixante en Catalogne], dans Centre d'Estudis Demogràfics, *Nadala 2007. Immigració. Les onades immigratòries en la Catalunya contemporània* [Nadala 2007. Immigration. Les vagues migratoires en Catalogne contemporaine], Barcelone, Fundació Lluís Carulla, p. 35-47.
- Ramallo, Fernando, 2013, « Lenguas de España: territorios, educación, políticas e ideologías » [Langues d'Espagne: territoires, éducation, politiques et idéologies], dans Francisco Moreno Fernández et Fernando Ramallo (sous la dir. de), *Las lenguas de España a debate* [Débat sur les langues d'Espagne], Valence, Uno y cero, p. 12-45.
- Ramallo, Fernando, 2016, « As linguas minorizadas en España » [Les langues minorisées en Espagne], *82^e Congrès du PEN International*, Ourense, septembre.
- Ronen, Shahar, Bruno Gonçalves, Kevin Z. Hu, Alessandro Vespignani, Steven Pinker et César A. Hidalgo, 2014, « Links That Speak: The Global Language Network and its Association with Global Fame », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, vol. 111, n° 52, p. E5616-E5622.
- Roussellier, Nicolas, 1993, « L'histoire du temps présent: succès et interrogations », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, vol. 37, n° 1, p. 139-141.
- Rouso, Henry, 2012, *La dernière catastrophe. L'histoire, le temps présent, le contemporain*, Paris, Gallimard.
- Sabourin, Patrick, 2014, « Quelques défis démographiques pour les indépendantistes », *L'Action nationale*, vol. 104, n° 4-5.
- Schleiermacher, Friedrich, 1813, *Ueber die verschiedenen Methoden des Uebersetzens* [Des différentes méthodes du traduire], Berlin, Königlichen Akademie der Wissenschaften.
- Simmons, 2018, *The State of the Hispanic-American Consumer*, New York, Simmons Research.
- Statistique Canada, 2016, *Recensement de 2016. Québec. Langue*, Ottawa, Gouvernement du Canada, consulté sur Internet (<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/rt-td/lang-fra.cfm>) le 10 septembre 2019.
- Truax, Eileen, 2017, « El dilema de los inmigrantes ante la independencia de Cataluña » [Le dilemme des immigrants face à l'indépendance de la Catalogne], *The New York Times*, 7 octobre.
- Tymoczko, Maria, 1999, *Translation in a Postcolonial Context: Early Irish Literature in English Translation*, Manchester, St. Jerome.
- Vila, F. Xavier, 2013, « It's Always Been There », dans Liz Castro (sous la dir. de), *What's up with Catalonia? The Causes Which Impel Them to the Separation*, Ashfield, MA, Catalonia Press, p. 31-38.
- Vila de Roses, 2013, « Help Catalonia, o com donar a conèixer al món el procés d'Independència de Catalunya » [Help Catalonia, ou comment faire connaître le processus d'indépendance de la Catalogne dans le monde entier], *VdR*, 21 juin, consulté sur Internet (<http://www.viladeroses.cat/help-catalonia-o-com-donar-a-coneixer-al-mon-el-proces-dindependencia-de-catalunya>) le 10 septembre 2019.

ANNEXE 1

Principales langues de la Catalogne et nombre de locuteurs (2013)

Langue	Langue initiale	Maîtrise de la langue
espagnol	3 601 200	6 220 300
catalan	2 092 700	5 027 200
arabe	151 700	210 300
roumain	56 100	64 100
tamazight	41 800	56 700
français	38 800	639 700
galicien	33 200	92 900
russe	31 900	71 100
italien	29 200	173 800
anglais	26 500	1 305 400
portugais	26 500	84 000
allemand	ND	107 000
ourdou	ND	30 100
chinois	ND	24 200
ukrainien	ND	23 600
polonais	ND	12 700

Source : Institut d'Estadística de Catalunya (Idescat, 2015).

ANNEXE 2

Corpus

Titre du document	Année de publication	Type de document	Nombre de langues
Col·lectiu Emma	2009	Site Web	22
Aidez la Catalogne	2011	Site Web	8
Col·lectiu Wilson	2012	Site Web	3
Diplocat	2012	Site Web	6
Connaissez-vous la culture catalane ?	2012	Dépliant	9
Catalan Foreign Assemblies	2013	Site Web	7
Col·lectiu Carlemany	2013	Site Web	7
ElClauer	2013	Site Web	3
The Catalan Project	2013	Site Web	3
The Moment of Truth	2013	Supplément	3
Catalonia Calling	2013	Livre	5
Keys on the Independence of Catalonia	2013	Livre	3
What's up with Catalonia ?	2013	Livre	4
Catalonia Votes	2014	Site Web	4
Les Catalans veulent voter	2014	Site Web	6
Que se passe-t-il en Catalogne ?	2014	Site Web	4
Vote Catalonia	2014	Site Web	12
World Meets Catalonia	2014	Site Web	5
Bienvenue en Catalogne!	2014	Tract	10
Connaissez-vous la Catalogne ?	2014	Tract	10
Do You Enjoy Watching Barça ?	2014	Tract	2
Que se passe-t-il en Catalogne ?	2014	Tract	3
Sant Jordi	2014	Tract	6
Liberté démocratie et paix	2014	Tract	5
El vot Estranger	2014	Site Web	20
Sí amb nosaltres	2014	Site Web	8
ANC Imigració	2015	Tract	13
Gramenet	2015	Feuillet	5
Junts pel Sí	2015	Tract	12
Bienvenue en Catalogne	2016	Dépliant	6
Bienvenus en Catalogne!	2016	Tract	10
Many Grains of Sand	2016	Livre	3
Sí Sant Jordi	2017	Tract	7
On est là	2017	Tract	4
Empaperem	2017	Tract/affiche	12

ANNEXE 3

Recto de la version française du tract « Immigration pour l'indépendance » de l'Assemblée nationale catalane (ANC), offert en 13 langues

27 09 2015
on tot comença

immigració per la independència
ASSEMBLEA NACIONAL CATALANA

1 Pourquoi voulons-nous l'indépendance?

- La nation catalane est une des plus anciennes de l'Europe.
- Bien que nous soyons un des principaux moteurs de l'état espagnol, notre réalité nationale n'a jamais été reconnue, ni respectée.
- Notre langue est continuellement vexée avec des arguments politiques et pas culturels. En la Catalogne la langue ne fait pas objet de conflit, mais plutôt d'intégration et d'opportunités.
- Nous les catalans avons essayé toutes les formes possibles d'encadrement avec l'état espagnol, mais nous avons été portés à conclure que cela ne sera plus possible.

2 Mais le monde va vers la globalisation

- Dans un monde globalisé le sentiment identitaire n'est pas hostile au sentiment d'appartenance au reste du monde.
- Les identités nationales se joignent pour configurer un monde global pas uniformisé, mais plutôt avec sa personnalité propre.
- La globalisation offre à tout le monde l'égalité d'opportunités, et nous les catalans avons les capacités ainsi que le niveau d'exigence et de compromis que l'économie globale requiert.
- Nous sommes une société compétitive et avons un encadrement clair dans ce nouveau modèle économique et social.
- Le modèle productif de l'état espagnol n'offre aucune sortie de la crise qui prévaut, et la Catalogne possède des instruments fondamentaux pour générer la richesse nécessaire à s'en sortir.

3 Catalogne, pays d'accueil

- Grâce à son enclavement à la Méditerranée, la société et la culture catalanes se sont édifiées de manière pacifique à partir de l'échange personnel, d'idées et de coutumes, fruit d'une longue histoire de migrations et transactions commerciales avec d'autres cultures et nations, contrairement à d'autres qui se construisent à partir des conquêtes et conflits belliqueux.
- La pluralité culturelle de notre société est un signe caractéristique qui nous enrichit en nous dotant de l'orgueil comme peuple.